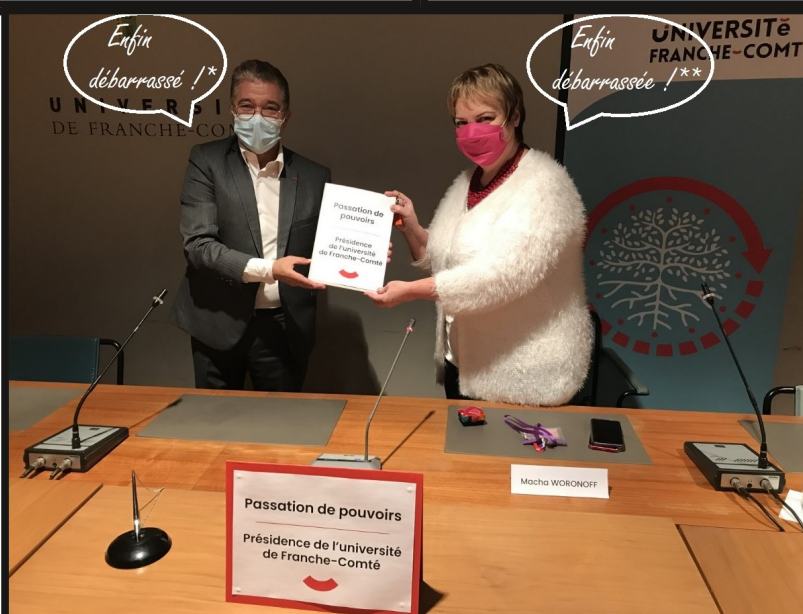


Macha Woronoff prend le pouvoir

Après un processus électoral interminable, Jacques Bahi laisse sa place à son adjointe, Macha Woronoff, malgré le choix contraire du personnel de notre université.

Avec quelle équipe ?

Vous avez toutes et tous reçu la présentation de la nouvelle équipe qui épaulera notre présidente. Commençons par un constat qui nous a vraiment surpris car on pensait que c'était une thématique importante de Macha Woronoff. Sur 13 VP, il n'y a que deux femmes pour 11 hommes, soit 15%. Pour comparaison, à l'UFC, c'est 50/50 chez l'ensemble des personnels et 38% chez les enseignants. Et on est en deçà dans toutes les catégories par rapport aux autres universités. On aurait aimé un premier geste fort dans ce domaine. La deuxième remarque concerne le nombre de VP. Il y en a donc 13 ce qui est beaucoup. Jusqu'à maintenant, chaque VP touche une prime de 6400€ par an. Un rapide calcul donne une enveloppe annuelle de 83200€, soit 4,5 SMIC. C'est également en un an plus que toute la prime Covid au sein de notre université que 168 personnels se sont partagés ! On peut également noter que Femto-ST est encore bien présent, avec 4 VP soit presque un tiers de l'équipe. Egalement, la



* des syndicats

** de Jacques Bahi

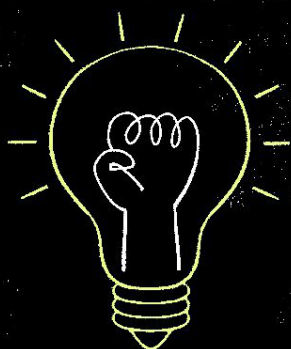
coloration 'Bahi' est encore très présente avec des anciens VP toujours en place et des proches de l'ancien président qui ont pris du grade. Pour finir, on voit que les missions ont été bien distribuées et il n'en reste plus beaucoup. D'où notre question : que va faire Macha Woronoff ?

Un bilan régulier au CT et au CA

Quoiqu'il en soit, vont s'ajouter à cette équipe des chargés de mission. Que ce soit pour les VP ou pour les chargés de mission, on aimerait qu'il y ait un bilan de leurs activités présenté régulièrement en CT et en CA. Pas par défiance mais pour alimenter au mieux leurs réflexions avec ce qui nous remonte du terrain.

Bim, Bam, Boum, trois motions en une semaine contre la LPR

En moins d'une semaine, la CFVU, le Conseil académique puis le Conseil d'Administration ont voté une motion contre la LPR. Motions que vous pouvez retrouver ici. L'étape d'après est l'**engagement public de Macha Woronoff** à ne pas utiliser les dispositifs prévus par cette loi : dérogation de la qualification, CDI de mission scientifique, chaires de professeur junior. Que ces mots se concrétisent par l'exemple !



Grève des précaires chez nos voisins dijonnais

« Nous, docteur-es et doctorant-es, vacataires et contractuel-les au département de sociologie de Dijon, prenons aujourd'hui la parole pour dire notre colère face aux dysfonctionnements structurels au sein de l'Université de Bourgogne, qui nous mettent, nous et nos collègues titulaires, dans des situations ubuesques. Nous tirons la sonnette d'alarme ! »

Pour en savoir plus :

<https://universiteouverte.org/2020/12/02/nous-sommes-en-greve/>

Pour les soutenir :

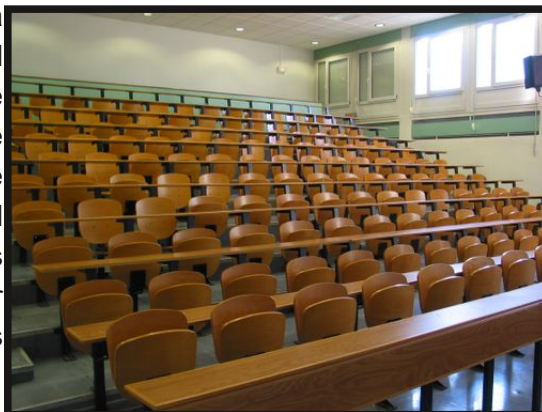
<https://www.papayoux-solidarite.com/fr/collecte/caisse-de-greve-pour-les-vacataires-sociologie-dijon>

Rouvrons les universités !

La santé des étudiants et des personnels est souvent mise en avant pour justifier la fermeture des universités et le basculement presque total des enseignements à distance. Commençons par rappeler la définition de l'OMS :

« La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. »

La crise sanitaire due au Covid est en train d'en provoquer une autre : celle de la détresse des étudiants. Précarité matérielle, décrochage scolaire, détresse psychologique... les témoignages (par ex. ici), enquêtes et articles de presse de ces dernières semaines tirent la sonnette d'alarme. Des pétitions (par ex. ici), des prises de position des présidents d'université (via l'auref, la cpu ou l'udice) ont récemment mis la pression sur le gouvernement. En effet, comment accepter que les universités soient les dernières à ouvrir (début février) alors qu'il y a urgence et que tout va ré-ouvrir entretemps. Emmanuel Macron a entendu ces alertes et enjoint les universités et le gouvernement à travailler ensemble pour une ouverture partielle dès janvier. En donnera-t-il les moyens ? Pour que les universités puissent à nouveau accueillir les étudiants, il en faut (purificateurs d'air, masques FFP2 gratuits, moyens humains pour dédoubler les groupes...). Si c'est pour repartir comme en septembre, c'est une troisième fermeture qui nous attend et ce serait catastrophique.



Défendons les libertés académiques !

Le 11 juin, dans un article du Monde Emmanuel Macron accuse le monde universitaire de « casser la République en deux » à propos de travaux de recherche sur « l'ethnisation de la question sociale ». Le 22 octobre, Jean-Michel Blanquer, sur Europe 1, parle d'« islamo-gauchisme » qui « fait des ravages à l'université » (réponses de SLU ici). Le 25 novembre, deux députés Les Républicains, demandent au président de l'Assemblée nationale l'ouverture d'une mission d'information sur « les dérives idéologiques dans les milieux universitaires ». L'un d'entre eux publie même quelques noms de « coupables » sur Twitter. Dans le cadre de la LPR, un amendement déposé au Sénat, puis modifié et donc neutralisé, prévoyait que la « liberté académique s'exprime dans le respect des valeurs de la République ». Or le code de l'éducation (L952-2) garantit que les universitaires « jouissent d'une pleine indépendance et ont une entière liberté d'expression dans l'exercice de leurs fonctions d'enseignement et de leurs activités de recherche. » Le climat est nauséabond. A nous de faire front face à ces attaques d'une violence extrême. Ne leur lâchons rien, soyons solidaires.